



Bâtiment

Le bâtiment est responsable de 42 % des consommations d'énergie et de 20 % des émissions de gaz à effet de serre en France. Quant à l'éclairage public, il représente 17 % des consommations d'énergie des communes, toutes énergies confondues, et 38 % de leur facture d'électricité.

En agissant sur leur propre patrimoine bâti, les collectivités peuvent contribuer aux objectifs du Grenelle de l'environnement :

- **atteindre une consommation d'énergie inférieure à 50 kWh/m² d'ici fin 2010 pour les bâtiments neufs**
- **engager un programme de rénovation de leurs bâtiments pour réduire de 40 % les consommations d'énergie et de 50 % les émissions de gaz à effet de serre dans un délai de 8 ans.**

L'ADEME est là pour les y aider, que ce soit à travers la recherche d'une meilleure efficacité énergétique et par le recours aux énergies renouvelables.

L'ADEME propose aussi aux collectivités des démarches en faveur d'un urbanisme durable (voir la fiche « Urbanisme »).



Comment analyser la situation du patrimoine de ma collectivité ?

L'ADEME met à la disposition des collectivités des documents qui leur permettent d'analyser la situation de leur patrimoine.

Dans le domaine du bâtiment

L'Agence a conçu un **cahier des charges type** pour aider les collectivités locales à recourir à des outils d'aide à la décision, tels que le **Conseil d'Orientation Énergétique (COE)**, les **prédiagnostics** et les **audits énergétiques**. Ces outils permettent :

- de dresser l'état des lieux et des consommations d'un parc de bâtiments ou d'un bâtiment ;
- de situer ces consommations par rapport à des ratios de bâtiments équivalents et de proposer des pistes d'amélioration ;
- de chiffrer le coût des divers types de travaux - incluant le recours aux énergies renouvelables et ainsi de les hiérarchiser.

Dans le domaine de l'éclairage public

Le diagnostic **éclairage public** fait également l'objet d'un modèle de **cahier des charges**. Accompagné d'une notice destinée aux élus, il est disponible en deux versions selon la taille des collectivités (grandes et petites/moyennes).

Certains documents de référence peuvent également être utiles aux collectivités locales. L'ADEME publie, tous les 4 ans, une étude sur La maîtrise de l'énergie dans les bâtiments des collectivités locales. Le cédérom « **Les chiffres clés du bâtiment** » rassemble les résultats d'études sur la maîtrise de l'énergie dans les secteurs du résidentiel et du tertiaire publics et privés.

Comment agir ?

L'ADEME a mis au point divers outils pour guider et faciliter l'action des collectivités dans le domaine du bâtiment.

Recourir à l'expertise de l'ADEME

Les directions régionales de l'ADEME mettent régulièrement leur **expertise** à la disposition des collectivités locales en siégeant dans des commissions d'appel d'offre ou en évaluant des projets de construction ou de réhabilitation.

Consulter les publications spécialisées

Dans le domaine de la **Haute Qualité Environnementale des bâtiments (HQE®)**, l'ADEME a édité une brochure générale « Bâtiment et démarches HQE® », ainsi que trois ouvrages de référence très complets :

- « **La qualité environnementale des bâtiments** », particulièrement destiné aux maîtres d'ouvrage, qui explicite les cibles de la démarche HQE® ;
- « **Livret de bord d'opération HQE®** », document d'accompagnement et de suivi des opérations ;
- « **Outil de suivi du système de management d'opération** », qui propose une procédure et des outils adaptés aux opérations HQE® et détaille les éléments permettant d'identifier la conformité, dans une optique de certification.

L'ADEME propose également aux collectivités de nombreux **documents techniques** qui portent, par exemple, sur l'amélioration énergétique des bâtiments existants, l'utilisation de l'énergie solaire thermique et photovoltaïque, la gestion énergétique dans les bâtiments publics ou les protections solaires. La liste de ces documents peut être consultée sur le site www.ademe.fr. Enfin, les collectivités locales peuvent trouver des informations concernant les caractéristiques environnementales et sanitaires des produits de construction sur la base publique INIES (www.inies.fr), à laquelle participe l'ADEME.

Utiliser des méthodes de calcul pour évaluer la consommation énergétique

Certaines **méthodes de calcul** sont également à la disposition des collectivités et des bureaux d'études : pour les prévisions de consommation (CPC), pour les bâtiments climatisés (Conso-Clim), pour les consommations conventionnelles des logements (3CL).

Agir sur le parc privé

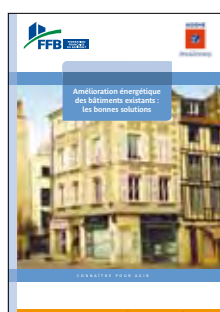
En coopération avec l'ANAH, l'ADEME soutient par des études, des actions de terrain et de communication des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (**OPAH**) orientées vers la réduction des consommations d'énergie et l'usage des énergies renouvelables.

Comment se former ?

- Chaque année, l'Agence organise, à l'intention des architectes, urbanistes, ingénieurs et autres participants à la maîtrise d'œuvre, plusieurs sessions du stage « **Sensibilisation à la Démarche HQE® Qualité Environnementale du cadre de vie bâti** ».
- Elle a aussi créé un programme de formation spécialement destiné aux agents en contact avec les personnes en précarité énergétique. En effet, sensibiliser ces personnes est un moyen de réduire la consommation d'énergie des bâtiments. Elle développe également des formations destinées aux bureaux d'études sur la réalisation des audits énergétiques de bâtiments qui peuvent intéresser les personnels de services techniques de collectivités.



Référence n° 3182



Référence n° 5030



Quelles sont les aides financières de l'ADEME ?

Les aides à la décision

L'ADEME participe au financement de vos études pour vous aider à prendre les bonnes décisions sur les projets touchant vos bâtiments existants ou à venir :

- Le **prédiagnostic et le conseil d'orientation énergétique** permettent de faire un bilan énergétique rapide sur vos bâtiments. Le prédiagnostic peut être subventionné jusqu'à un maximum de 70% dans la limite de 5000€. Le conseil d'orientation énergétique est subventionné à hauteur de 70 % dans le cadre d'une opération regroupant un ensemble bâti.
- Le diagnostic énergie (sur les bâtiments, l'éclairage...) peut être subventionné jusqu'à un maximum de 70 % dans la limite de 50 000€.
- Les études de projet telles que les études de faisabilité techniques, l'assistance à maîtrise d'ouvrage HQE®, ... peuvent être subventionnées jusqu'à un maximum de 70 % dans la limite de 100 000€

L'aide aux bâtiments exemplaires

Ces aides sont réservées à des opérations qui mettent en œuvre des technologies innovantes ou émergentes dans le but de servir d'exemple et doivent être accompagnées d'une évaluation. Le taux est plafonné à 40% du surcoût.

Dans le cadre du PREBAT (plate-forme de recherche sur l'énergie dans les bâtiments), des aides peuvent être apportées à la réalisation de bâtiments particulièrement performants sur le plan énergétique s'ils sont sélectionnés dans le cadre des appels à projets régionaux communs ADEME - Région. La priorité est désormais donnée aux projets de réhabilitation.

Par ailleurs l'ADEME contribue à faire connaître de nouveaux modes de financement dans le domaine des bâtiments. Elle a édité le dépliant « **Les certificats d'économies d'énergie** » et le guide pour les décideurs « **Ouverture des marchés de l'énergie** » pour présenter aux collectivités la manière d'intégrer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans leurs achats d'énergie et de services énergétiques.



Référence n° 6346



DIAGADEME

L'aide à la décision
Énergie-Environnement de l'ADEME

DIAGADEME est le portail des aides à la décision énergie environnement www.diagademe.fr pour un accès à des cahiers des charges et au suivi en direct des études. C'est un lien direct entre votre prestataire conseil, l'ADEME et vous.



Le Fonds Chaleur

(aides aux énergies renouvelables)

Le Grenelle de l'environnement a proposé un objectif d'accroissement de la production de chaleur renouvelable de 10 Millions de TEP/an à l'horizon 2020, avec un objectif de 5.5 MTEP /an pour l'habitat collectif, le tertiaire, l'agriculture et l'industrie.

Le Fonds Chaleur renouvelable est l'une des 50 mesures du gouvernement en faveur du développement des Énergies Renouvelables et sa mise en œuvre a été confiée à l'ADEME

Le Fonds Chaleur est un outil financier supplémentaire qui complète les dispositifs actuels et s'intègre dans les projets de schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie à venir. Les aides actuelles permettent de générer chaque année 85 000 tep supplémentaires de chaleur renouvelable. Le Fonds chaleur devrait permettre de multiplier ce résultat par cinq.

Doté d'un milliard d'euros pour la période 2009-2011, le Fonds Chaleur est destiné à aider financièrement les installations; produisant et valorisant de la chaleur renouvelable ou de récupération. (biomasse, géothermie, solaire thermique...); portées par des entreprises, **des collectivités, et des organismes de gestion de logements collectifs.**

En ce qui concerne les collectivités; les aides du Fonds Chaleur seront gérées régionalement conjointement par l'ADEME et ses partenaires.

Pour en savoir plus consultez le site de l'ADEME sur www.ademe.fr/fondschaleur

Par ailleurs, le Fonds Chaleur devrait contribuer à la création de plus de 10 000 emplois locaux, notamment pour l'approvisionnement en biocombustible d'ici 2020.

Retrouvez toutes les informations concernant l'offre ADEME aux collectivités ainsi que toutes les mises à jour sur:

www.ademe.fr/collectivites

Pour tout renseignement complémentaire, contactez votre direction régionale.

